



Bulletin mensuel de Statistiques des Finances Publiques

Avril 2005

Les Principales Tendances

Les recettes ordinaires ont atteint 47,1 MMDH à fin avril 2005, soit une augmentation de 28% par rapport à fin avril 2004 et un taux de réalisation de 41% des prévisions de la Loi de finances contre 37,1 % en 2004.

Hors recettes des privatisations (6,2 MMDH au titre de la cession du capital restant d'IAM), les recettes ordinaires ne s'accroissent que de 12%.

Les performances les plus significatives ont été enregistrées par les recettes fiscales et particulièrement des impôts directs (27%) et de l'enregistrement et du timbre (22%).

L'augmentation des impôts directs fait suite au bon comportement de l'IS (29%) et l'IGR (25%)

Les dépenses ordinaires (biens et services, intérêts de la dette publique et charges de compensation) se sont établies à 39,4 MMDH contre 33,2 MMDH à fin avril 2004, soit une hausse de 19% en raison de l'importance des dépenses de personnel et celles des biens et services, soit respectivement 21,6 MMDH et 9,5 MMDH.

Les dépenses au titre des intérêts de la dette publique ont légèrement baissé de 2% et les charges de compensation sont en hausse de 69%, soit un montant de 1,65 MMDH à fin avril 2005.

Le solde primaire qui se dégage à fin avril 2005 est de l'ordre de 14,4 MMDH contre 10,4 MMDH une année auparavant.

Le solde ordinaire, qui intègre les paiements en intérêts de la dette extérieure et intérieure, est de l'ordre de 7,7 MM.DH. Ce qui a permis, en plus de l'excédent des comptes spéciaux du trésor (6,3), de couvrir les dépenses d'investissement (5,2 MMDH), et réduire substantiellement (près d'un Milliard de DH) les instances de paiement et les besoins de financement nets intérieurs (4,6 MMDH) et extérieurs (3,2 MMDH).

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(Hors TVA des collectivités locales)

En Millions de Dhs

	AVRIL 2004	L.F. 2005	AVRIL 2005	Taux de réel	Evol %
<u>1- RECETTES ORDINAIRES</u>	<u>36 894</u>	<u>113 681</u>	<u>47 133</u>	<u>41</u>	<u>28</u>
<u>1.1- Recettes fiscales</u>	<u>30 861</u>	<u>88 761</u>	<u>36 568</u>	<u>41</u>	<u>18</u>
- Impôts directs	13 441	37 170	17 118	46	27
- Impôts indirects	11 375	35 999	12 679	35	11
- Droits de douane	3 678	10 067	3 893	39	6
- Enregistrement et timbres	2 367	5 525	2 878	52	22
<u>1.2- Recettes non fiscales</u>	<u>4 731</u>	<u>20 960</u>	<u>9 038</u>	<u>43</u>	<u>91</u>
- Monopoles	3 398	5 869	1 447	25	-57
- Domaine	254	278	83	30	-67
- Autres recettes	1 079	2 813	1 308	46	21
- Privatisation	0	12 000	6 200	52	
<u>1.3- Recettes de certains CST</u>	<u>1 302</u>	<u>3 960</u>	<u>1 527</u>	<u>39</u>	<u>17</u>
- Fonds de soutien des prix	747	1 810	990	55	33
- Fonds spécial routier	555	2 150	538	25	-3
<u>2- DEPENSES ORDINAIRES</u>	<u>33 281</u>	<u>109 617</u>	<u>39 403</u>	<u>36</u>	<u>18</u>
- Biens et services	25 532	86 206	31 093	36	22
Personnel(BG)	18 559	59 382	21 561	36	16
Autres biens et services (*)	6 973	26 824	9 532	36	37
- Intérêts de la dette	6 773	17 311	6 658	38	-2
Intérieure	5 975	14 777	6 007	41	1
Extérieure	798	2 534	651	26	-18
- Compensation	976	6 100	1 652	27	69
dont Fonds de soutien des prix	862	1 810	401	22	-53
<u>3- SOLDE ORDINAIRE</u>	<u>3 613</u>	<u>4 064</u>	<u>7 730</u>	<u>190</u>	
<u>4- INVESTISSEMENT</u>	<u>6 912</u>	<u>21 311</u>	<u>5 204</u>	<u>24</u>	<u>-25</u>
dont Fonds Spécial Routier	0	2 150	262	12	
<u>5- SOLDE DES CST</u>	<u>5 234</u>	<u>-83</u>	<u>6 324</u>		<u>21</u>
<u>6- DEFICIT/ EXCEDENT GLOBAL</u>	<u>1 935</u>	<u>-17 330</u>	<u>8 850</u>		
<u>7- VARIATION DES INSTANCES</u>	<u>-1 805</u>		<u>-969</u>		
<u>8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT</u>	<u>130</u>	<u>-17 330</u>	<u>7 881</u>		
<u>9- FINANCEMENT INTERIEUR</u>	<u>3 409</u>	<u>17 387</u>	<u>-4 633</u>		
dont :					
Adjudications	6 149		5 965		
Bons à 6 mois	-7		-360		
Autres emprunts	-1 599		-347		
Dépôts au trésor	5 190		-1 009		
Cpte Courant du Trésor à BAM	-4 061		-1 211		
<u>10- FINANCEMENT EXTERIEUR</u>	<u>-3 539</u>	<u>-57</u>	<u>-3 248</u>		
Tirages et dons	699	7 720	972		
Amortissements	4 238	7 777	4 220		

(*) les prévisions 2005 n'intègrent pas les arriérés CMR (11.080 Millions Dhs)



RECETTES ORDINAIRES

En Millions de Dhs

	AVRIL 2004	L.F. 2005	AVRIL 2005	Taux de réal	Evol %
<u>RECETTES FISCALES</u>	<u>30 861</u>	<u>88 745</u>	<u>36 568</u>	<u>41</u>	<u>18</u>
IMPÔTS DIRECTS	13 441	37 170	17 118	46	27
Impôt des Patentes	36	300	53	18	48
Impôt sur les Sociétés	6 758	15 775	8 738	55	29
I.G.R	6 440	20 422	8 063	39	25
Taxe Urbaine	13	86	39	45	201
Majorations de retard	125	552	196	35	57
Autres	69	35	29	83	-58
DROITS DE DOUANE	3 678	10 067	3 893	39	6
IMPÔTS INDIRECTS	11 375	35 983	12 679	35	11
TIC	4 461	15 050	4 833	32	8
Tabacs	1 696	5 831	1 615	28	-5
Produits Énergétiques	2 371	8 123	2 805	35	18
Autres	394	1 096	413	38	5
TVA	6 914	20 933	7 846	37	13
T.V.A - intérieure	3 334	9 551	3 540	37	6
T.V.A - importation	3 580	11 382	4 306	38	20
ENREGISTREMENT ET TIMBRE	2 367	5 525	2 878	52	22
<u>RECETTES NON FISCALES</u>	<u>4 731</u>	<u>20 960</u>	<u>9 038</u>	<u>43</u>	<u>91</u>
-	-	-	-	-	-
DOMAINE	254	278	83	30	-67
MONOPOLES	3 398	5 869	1 447	25	-57
PRIVATISATION	0	12 000	6 200	52	
FONDS DE CONCOURS	70	0	221		
REC. EN ATTENUATION DE DEPENSES	266	791	386	49	
AUTRES PRODUITS	743	2 022	701	35	-6
<u>RECETTES DE CERTAINS CST</u>	<u>1 302</u>	<u>3 960</u>	<u>1 527</u>	<u>39</u>	<u>17</u>
FDS SOUTIEN PRIX ALIMENTAIRES	747	1 810	990	55	33
FDS SPECIAL ROUTIER	555	2 150	538	25	-3
<u>TOTAL DU BUDGET GENERAL</u>	<u>36 894</u>	<u>113 665</u>	<u>47 133</u>	<u>41</u>	<u>28</u>



L'exécution des finances publiques durant les 4 premiers mois de l'exercice a conduit au maintien des tendances constatées durant les mois précédents et la sauvegarde des principaux équilibres financiers. C'est ainsi que les évolutions à fin avril 2005, tant des recettes que des dépenses, ont été de nature à dégager un solde ordinaire de l'ordre de 7,7 MMDH et un solde du trésor positif de 8,8 MMDH et de permettre une gestion de trésorerie publique sans tensions notables.

LES RECETTES ORDINAIRES

Les recettes ordinaires sont en accroissement de 28% par rapport à fin avril 2004 grâce aux résultats réalisés par la fiscalité directe, en hausse de 18%, et des recettes non fiscales (91%), essentiellement celles liées à la privatisation.

Les performances exceptionnelles des impôts directs et indirects ainsi que le produit des privatisations ont été à l'origine de cette évolution.

Les recettes fiscales

L'impôt sur les sociétés Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont atteint 8,7 MMDH, soit une hausse de 29% par rapport à avril 2004. Cette évolution fait suite notamment à l'augmentation des acomptes (12%) et des régularisations ainsi que le recouvrement, exceptionnellement élevé, des impôts émis par voie de rôles durant les 2 premiers mois de l'année.

STRUCTURE DES RECETTES IS PAR CATEGORIES

à fin Avril	en M.Dhs		Structures		Var en %
	2004	2005	2004	2005	
	ACOMPTES & REGULARISATIONS	5 241	5 883	77,6	
dont Acomptes	2 517	2 822	37,2	32,3	12
Régularisations	2 724	3 061	40,3	35,0	12
IS ROLES	185	1 361	2,7	15,6	636
AUTRES IS	1 332	1 492	19,7	17,1	12
TOTAL IS	6 758	8 736	100,0	100,0	29

L'impôt général sur le revenu Les recettes de l'IGR ont atteint 8,1 MMDH, soit une augmentation de 25% par rapport à fin avril 2004 expliquée notamment par l'envolée (46%) des retenues salariales du secteur public. De ce fait, les prévisions de la loi de finances ont été réalisées à hauteur de 39 %.

	AVRIL 2004	AVRIL 2005	Evol. en %	Structure IGR 2004
IGR total	6 439	8 063	25%	100
1- Retenues salariales	5 354	6 664	24%	83
- IGR prélevé par PPR	2 024	2 949	46%	37
- Autres retenues	3 330	3 715	12%	46
- Autres	1 085	1 398	29%	17

L'évolution des retenues sur salaires du secteur public est conséquente à la hausse de la masse salariale brute qui intègre cette année la mise en œuvre de la promotion exceptionnelle et la régularisation de certaines catégories de fonctionnaires.

Les droits de douane Les recettes de droits de douane sont en augmentation de 6% par rapport à fin avril 2004. Le taux de réalisation des prévisions de la loi de finances atteint déjà 39% contre 29% l'année dernière.

S'il est encore prématuré d'expliquer la tendance de ces recettes, il est à souligner, néanmoins, que les importations de certains biens de consommation (électro-ménager et voitures de tourisme) ainsi que l'effet sécheresse (importations de céréales) et le renchérissement des cours des produits pétroliers agiront positivement sur le montant de cette nature de recettes.

Les impôts indirects se sont élevés à 12,7 MMDH et sont en hausse de 11% par rapport à fin avril 2004. Cette importante évolution est le résultat des hausses respectives des recettes de la TVA (13%) et des TIC (8%).

La hausse de la TVA atteint 13 % à fin avril sous l'effet conjugué de l'évolution de la TVA intérieure (6%) et la TVA à l'importation (20%).

Quant à la TIC sur les produits énergétiques, elle augmente de 18% par rapport à fin avril 2004.

L'enregistrement et timbre Les recettes relatives aux droits de l'enregistrement et du timbre s'améliorent de 22%, soit un taux de réalisation de 52 % par rapport aux prévisions de la LF 2005. Le regain d'activité immobilière ainsi que les recettes de la taxe sur les assurances sont à l'origine de cette performance.

Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales atteignent 9,0 MMDH contre 4,7 MMDH l'année précédente. Ce montant fait suite à la comptabilisation de la part du budget général dans le produit de la privatisation d'IAM, soit 6,2 MMDH. Ainsi, hors recettes de privatisation, les recettes non fiscales seraient en baisse de 40% vu le retard constaté dans le versement des recettes de monopoles.

Les recettes de monopoles En ce début d'exercice, les versements de dividendes demeurent encore faibles et ne rapportent que 1,4 MMDH contre 3,4 MMDH à fin avril 2004



RECETTES DU MONOPOLE

	AVRIL 2004	L.F. 2005	AVRIL 2005	Variation	Taux de Réal
B.A.M	1 288	1 793	1 207	-6%	67
I.A.M	1 787	1 251	0		0
C.D.G	0	500	0		0
O.N.T	0	45	0		0
A.N.C.F.C.C	100	500	0		0
O.C.P	211	1 204	220	4%	18
Divers	11	576	20	82%	3
TOTAL	3 397	5 869	1 447	-57%	25

Les recettes de privatisation Les recettes des privatisations prévues pour 12 MMDH sont réalisées à hauteur de 50% grâce à la cession d'IAM (6,2 MMDH)

Les autres catégories de recettes non fiscales se présentent comme suit :

- ✘ recettes en atténuation de dépenses provenant essentiellement des plus-values sur adjudications par assimilation : 386 MDH ;
- ✘ redevance gazoduc : 330 MDH ;
- ✘ intérêts sur placements et avances : 72 MDH ;
- ✘ fonds de concours : 221 MDH ;

Autres éléments d'appréciation de l'évolution des recettes

A fin avril 2005, le montant provisoire des **recettes globales brutes sur rôles** réalisées au titre des impôts est de l'ordre de 3,9 MMDH contre 2,7 MMDH à fin avril 2004, soit une augmentation de 49% traduisant ainsi le niveau exceptionnel des recouvrements sur rôles de l'IS.

RECETTES BRUTES SUR ROLES			
	AVRIL 2004	AVRIL 2005	Evolution en %
T.V.A	584	276	-53%
I.S	414	2 120	412%
I.G.R	358	544	52%
Autres	1 317	1 047	-21%
TOTAL	2 673	3 987	49%

ANNULATIONS (sur rôles) ET RESTITUTIONS (sur déclarations)									
	AVRIL 2004			AVRIL 2005			Evolutions		
	Annul. (Rôles)	Restit. (Décl.)	Total	Annul. (Rôles)	Restit. (Décl.)	Total	Annul. (Rôles)	Restit. (Décl.)	Total
T.V.A	358	422	780	98	346	444	-73%	-18%	-43%
I.S	249	374	623	794	18	812	219%	-95%	30%
I.G.R	62	12	74	117	13	130	89%	8%	76%
Autres	414	5	419	186	-15	171	-55%	-400%	-59%
TOTAL	1 083	813	1 896	1 195	362	1 557	10%	-55%	-18%

LES DEPENSES

Les dépenses du budget général se sont établies à près de 50,8 MMDH à fin avril 2005, soit une baisse de 4,7% par rapport à leur niveau de fin avril 2004. Seules les dépenses de fonctionnement se sont inscrites en hausse de 24,8% ; les dépenses d'investissement et de la dette publique étant en baisse respectivement de 29,6% et 13,2%.

DEPENSES DU BUDGET GENERAL					
	AVRIL 2004	L.F. 2005	AVRIL 2005	Taux 2005	Var
Fonctionnement (*)	25 867	90 596	32 281	36	24,8%
Investissement	6 911	27 540	4 864	18	-29,6%
dont reports		8 500			
Dette publique	15 722	39 389	13 646	35	-13,2%
TOTAL	48 500	166 025	50 792	31	4,7%

(*) les prévisions 2005 n'intègrent pas les arriérés CMR (11.080 Millions Dhs)

LES DEPENSES ORDINAIRES

Le rythme d'accroissement des dépenses ordinaires enregistré à fin avril 2005 (18%) est sensiblement élevé comparativement à celui de l'exercice précédent (12%). Ceci tient au fait que dès le début de l'exercice, certaines dépenses (personnel) ont été exécutées à un rythme plus accéléré.

Les dépenses en biens et services Près de 36% de ces dépenses ont été consacrées le chapitre personnel qui atteint 21,6 MM.DH, soit une progression de 16% par rapport à fin avril 2004. Les autres composantes se sont accrues elles aussi à des rythmes remarquables, en particulier les subventions et transferts sur charges communes qui passent de 0,4 MMDH en avril 2004 à 3,2 MMDH à fin avril 2005.

Il faut noter que dans la rubrique matériel (9% de hausse), seules les dépenses consacrées aux subventions et transferts initiées par les ministères ont augmenté à un taux élevé, soit 34,4% alors que les dépenses effectives en matériel, bourses et dépenses de fonctionnement diverses ont baissé de près de 10%.

DEPENSES EN BIENS ET SERVICES (Budget Général)					
	AVRIL 2004	L.F. 2005	AVRIL 2005	Taux 2005	Var
Personnel	18 559	59 382	21 561	36%	16%
Matériel	6 895	15 829	7 509	47%	9%
Sub & Transf (charges communes)	413	12 475	3 212	26%	678%
dont Compensation	114	4 290	1 251	29%	
Dépenses imprévues		2 910	0		
TOTAL	25 981	90 596	32 281	36%	24%



Le montant important des dépenses de personnel résulte du règlement des salaires au titre des promotions exceptionnelles d'une part et, d'autre part, par l'effet de l'accélération de la régularisation des avancements des fonctionnaires en prévision des départs volontaires.

S'agissant de l'opération des départs volontaires, le nombre de fonctionnaires régularisés par les services de la PPR atteint 2.469 et le montant des primes versées atteint 465 Millions de Dirhams.

REPARTITION PAR MINISTERE		
MINISTERES	EFFECTIFS	PRIMES
JUSTICE	416	63
INTERIEUR	354	44
DGSN	344	55
EQUIPEMENT	216	49
AGRICULTURE	189	60
SANTE PUBLIQUE	174	43
EDUCATION NATIONALE	166	27
FINANCES	145	21
AUTRES	465	103
TOTAL	2469	465

Les charges en intérêts de

ont atteint 6,7 MMDH, soit une diminution de 2% qui résulte essentiellement de la baisse de 18% des intérêts de la dette extérieure.

Le solde Ordinaire

qui se dégage des recettes ordinaires et des dépenses ordinaires s'établit ainsi à près de 7,7 MMDH.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement qui englobent les dépenses liées aux projets et actions initiées par les ministères ainsi que les subventions et transferts sur charges communes, ont atteint près de 4,9 MMDH à fin avril 2005 contre 6,9 MMDH l'année dernière, soit une baisse importante de 30%.

L'investissement direct des ministères est en progression de 12% contrairement aux subventions et transferts qui sont en baisse de 43%.

EMISSIONS D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL					
	AVRIL 2004	L.F. 2005	AVRIL 2005	Réalisé	Variation
1- Investissements directs	1 712	16 474	1 919	12%	12%
2- Subventions et transferts :	5 200	11 073	2 945	27%	-43%
2.1- sur charges communes :	2 523	4 422	1 208	27%	-52%
Dette des Etablis. Publics	1 470	929	240	26%	
Augmentation capital des Etablissements Publics	0	300	0	0%	
Concours divers	943	2 643	962	36%	
Ristournes d'intérêt et risque de change	110	550	6	1%	
2.2- autres subventions (ministères)	2 677	6 651	1 737	26%	-35%
TOTAL	6 912	27 547	4 864	18%	-30%

LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Au terme du mois d'avril 2005, les recettes des comptes spéciaux du Trésor se sont établies à 11,9 MMDH soit 49% des prévisions de la loi de finances 2005. Ces recettes concernent principalement les comptes d'affectation spéciale (3,4 MMDH), soit 82% du total réalisé.

Les dépenses ont, pour leur part, atteint 4,7 MMDH dont 41% a bénéficié au compte spécial "part des collectivités locales dans le produit de la TVA". Elles ont été réalisées à hauteur 19% du plafond autorisé. Il faut noter que, historiquement, le rythme d'exécution des dépenses initiées dans le cadre des Comptes spéciaux du trésor est modeste en début d'exercice.

Ainsi, l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor a dégagé à fin avril 2005 un solde positif de 7,2 MMDH.

	RECETTES				DEPENSES			
	AVRIL 2004	L.F. 2005	AVRIL 2005	Réal	AVRIL 2004	L.F. 2005	AVRIL 2005	Réal
C.A.S	7 626	19 925	9 764	49	3 739	19 925	3 372	17
TVA des CL	2 963	8 971	3 363	37	1 701	8 971	1 940	22
Soutien prdts alim	747	1 810	990	55	862	1 810	401	22
Fds Sp. routier	555	2 150	538	25	0	2 150	262	12
Fds dév. Agricole	476	687	209	30	60	687	1	0
Fds emploi domanial	182	698	209	30	28	698	16	2
Autres	2 703	5 609	4 456	79	1 088	5 609	752	13
Cptes de prêts	97	285	94	33	13	253	0	0
C. Dép Dotation	3 316	4 094	2 008	49	1 597	4 093	1 284	31
Autres CST	4	5	1	20	20	121	23	19
TOTAL	11 043	24 309	11 867	49	5 369	24 392	4 679	19

Le solde global du Trésor

Le solde global du trésor est excédentaire de l'ordre de 8,9 MMDH.

Les instances de visa et de règlement

Leur montant s'est établi à 730 Millions de DH à fin avril 2005 contre 1,7 MM.DH à fin décembre 2004, soit une baisse de près d'un Milliard de DH touchant, principalement, les arriérés du secteur privé. Ces montants englobent aussi bien les ordres de paiement en instances de visa que ceux déjà visés en cours de règlement. Le montant de cette dernière catégorie est très réduit.



INSTANCES DE PAIEMENT DU TRESOR		
	DEC 2004	AVRIL 2005
Fonctionnement	786	377
- Entreprises privées	737	368
- Etablissements publics	49	9
Investissement	420	239
- Entreprises privées	378	236
- Etablissements publics	42	3
Comptes spéciaux du Trésor	493	114
- Entreprises privées	458	108
- Etablissements publics	35	6
Total	1699	730

LE FINANCEMENT

Compte tenu de l'excédent de financement du Trésor qui est de l'ordre 7,9 MM.DH et du solde négatif du financement extérieur de 3,2 MMDH, le financement intérieur dégage une situation nette négative de 4,6 MMDH à fin avril 2005.

Le financement extérieur

Le financement extérieur est négatif de 3,2 MMDH à fin avril 2005. Il résulte d'un flux d'amortissements de 4,2 MMDH dépassant largement le montant des tirages et dons, soit 0,9 MMDH. La répartition des tirages selon la provenance est la suivante: BAD (610 Millions de DH), BEI (133 Millions de DH), BIRD (97 Millions de DH), Fonds Saoudien : (74 Millions de DH), JAPON : 24 Millions de DH, France : 23 Millions de DH.

Le financement intérieur

Le financement intérieur négatif de 4,6 MMDH résulte notamment :

- ✘ du recours aux adjudications pour 5,9 MMDH ;
- ✘ du flux net négatif de 361 Millions de DH au titre des bons du Trésor à 6 mois ;
- ✘ de la baisse de 1,0 MMDH des dépôts au Trésor par rapport à fin décembre 2004 ;
- ✘ et de la reconstitution des disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib de l'ordre de 1,2 MMDhs.

Le marché des adjudications La principale source de financement des besoins du trésor est constituée des émissions de bons du trésor par voie d'adjudications, soit 97% de l'encours de la dette publique intérieure à fin avril 2005..

DETTE INTERIEURE					
	DEC 2004	Sscrptions	Rembrsmts	AVRIL 2005	Var en %
Adjudications	214 826	21 267	15 302	220 791	2,8
13 semaines	1 010	150	1 010	150	-85,1
26 semaines	1 153	156	253	1 056	-8,4
52 semaines	15 892	6 530	3 759	18 663	17,4
2 ans	12 611	200	6 430	6 381	-49,4
5 ans	83 849	2 509	3 850	82 508	-1,6
10 ans	55 499	5 271	0	60 770	9,5
15 ans	42 193	4 416	0	46 609	10,5
20 ans	2 619	2 035	0	4 654	77,7
Bons à 6 mois	1 455	827	1 187	1 095	-24,7
Autres	5 338	0	347	4 991	-6,5
Total	221 619	22 094	16 835	226 878	2,4

L'encours de la dette intérieure Est en hausse de 2,4% par rapport à son niveau à fin décembre 2004. Cette évolution résulte de l'accroissement de 2,8% de l'encours des bons du Trésor émis par voie d'adjudication conjugué à la baisse des autres compartiments de la dette intérieure de 10,4%.

L'encours des bons du trésor à 6 mois L'encours des bons du trésor à 6 mois est en baisse de 360 Millions de DH étant donné l'importance relative des souscriptions et la faiblesse des nouvelles souscriptions pour la période Janvier - Avril 2005.

BONS DE TRESOR A 6 MOIS		
	SOUSCRIPTIONS	REMBOURSEMENTS
Janvier	270	380
F	140	234
M	198	279
A	219	294
TOTAL	827	1187

Les dépôts au Trésor ont atteint près de 28,0 MMDH à fin avril 2005, soit une diminution de 3,5 % par rapport à leur niveau à fin décembre 2004.

ENCOURS DES DEPOTS AU TRESOR			
	DEC 2004	AVRIL 2005	VARIATION
Agence Bancaire Centrale	21 200	19 387	-8,6
Réseau	7 835	8 639	10,3
ENSEMBLE	29 035	28 026	-3,5

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont atteint 1,2 MMDH contre 1 MDhs à fin décembre 2004

